

L'ALENA établit des règles sur le marquage, et ses signataires ont promulgué des règles de marquage plus claires fondées sur les changements de classification tarifaire. Ces développements devraient améliorer un peu la situation.

Administration douanière

Certaines procédures administratives, notamment des exigences démesurées à l'égard de la facturation et des déclarations, ralentissent l'entrée des marchandises et des services aux États-Unis. Cette situation peut être imputée en partie à l'insuffisance de l'effectif du personnel d'inspection, mais les biens périssables risquent de s'abîmer à cause des procédures douanières qui s'éternisent. De plus, la lenteur des procédures d'essais en laboratoire et le nombre limité des postes de douane peuvent avoir pour effet de ralentir encore la pénétration du marché des États-Unis par les produits canadiens. Certains de ces problèmes seront peut-être corrigés par la mise en oeuvre du *Customs Modernization Act* de 1993.

VI. OBSTACLES TECHNIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Normes et essais

Les États-Unis ont approximativement 44 000 organismes de normalisation (répartis entre les pouvoirs de réglementation fédéraux, étatiques et locaux) chargés de faire appliquer les quelque 89 000 normes et règlements techniques adoptés par les États-Unis. Il en résulte un certain chevauchement des responsabilités, ainsi que des doubles emplois en ce qui concerne les normes et les règlements. Dans certains cas, les règlements touchant les produits sont établis directement dans le cadre des programmes d'inspection ou d'essai ou les deux. Il arrive aussi qu'un organe autorisé soit chargé d'attester que les produits correspondent aux normes établies par les pouvoirs publics de l'État ou de la municipalité concernés. Ces pratiques deviennent un obstacle technique au commerce lorsque les États et les municipalités ont des réglementations s'appuyant sur des normes différentes, ou lorsque les exigences relatives à la certification varient.

Les réglementations des États régissant l'accréditation des laboratoires font aussi obstacle au commerce. Selon un document publié par le National Institute of Science and Technology, «[traduction :] les laboratoires qui souhaitent obtenir une accréditation à l'échelle nationale pour effectuer des essais de sécurité en électricité sur les matériaux de construction doivent obtenir l'approbation d'au moins 43 États, de plus de 100 administrations locales, d'un certain nombre d'organismes fédéraux